

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20231215-6636-DE-1-1  
Date de télétransmission : 22/12/2023  
Date de réception préfecture : 22/12/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 DÉCEMBRE 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE.

**Excusés** : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.  
Monsieur DECLEMY.

**SAINT OMER Convention GUSP - Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer**

---

Direction de la côte d'opale et de l'audomarois  
Rapporteur : Mme [REDACTED]

---

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) se définit comme une démarche d'intervention partenariale coordonnée et partagée, entre ceux qui habitent la ville et les institutions qui ont la responsabilité de sa gestion au quotidien. Elle vise à améliorer la vie quotidienne des habitants, en répondant aux problèmes courants liés à l'habitat et au cadre de vie.

Dans le cadre de la déclinaison opérationnelle du Contrat de Ville, et au titre du volet renouvellement urbain du quartier « Quai du Commerce - Saint Sépulcre » à Saint-Omer, la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO) coordonne la mise en place d'une charte de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité.

Celle-ci permettra ainsi de mettre en place un mode de gestion adapté au territoire favorisant la mobilisation de l'ensemble des partenaires : les bailleurs sociaux, les services techniques, les acteurs de la prévention, les associations de quartier. L'enjeu majeur de la charte de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité est d'assurer la pérennité des investissements liés notamment à la rénovation urbaine et à la politique de la ville, pour un développement durable des quartiers et une meilleure qualité de vie.

4 axes d'interventions ont été identifiés :

- **La gestion « technique »** : elle concerne l'ensemble des actions qui visent à coordonner les interventions des gestionnaires ou intervenants sur l'espace public afin de :
  - Réparer les dysfonctionnements et adapter les aménagements aux usages ;
  - Limiter les nuisances ;
  - Optimiser la gestion quotidienne en matière de propreté, gestion des déchets, entretien de la voirie et des espaces, etc.

La GUP technique s'adresse avant tout aux techniciens des communes, EPCI, bailleurs sociaux, délégataires de services publics, etc.

- **La gestion « sociale »** : elle comporte 4 types d'interventions :
  - Les actions de communication et information, concertation, co-production, cogestion avec les habitants. L'ensemble de ces démarches visent à associer les habitants à la gestion du quartier, à les sensibiliser, les informer, ou recueillir leurs avis, etc. ;
  - La participation à la production de petits aménagements et éléments de l'espace public ;
  - La participation à la gestion d'un budget participatif à l'échelle locale le cas échéant
  - Les actions d'animation et de lien social sur l'espace public (ex : organisation de manifestations festives, actions en pied d'immeubles, jardins partagés, etc.).

La GUP sociale s'appuie sur des moyens renforcés par les évolutions réglementaires récentes : moyens du NPNRU (Maisons du Projet), conditions d'utilisation de l'abattement TFPB, développement des démarches de participation citoyenne

(conseils citoyens), etc.

- **La gestion « chantier »** : la GUP chantier vise à accompagner lors d'opérations de renouvellement urbain, globales ou plus ponctuelles, les bouleversements induits par les chantiers lors de la période de travaux.

Cette logique consiste à :

- Coordonner les interventions entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises de travaux (ex : traiter la voirie après le passage des engins de chantier) ;
  - Informer les habitants sur les travaux (ex : par voie d'affichage sur le lieu des travaux) ;
  - Sécuriser les chantiers, en contrôler la propreté et en maîtriser les nuisances (ex : s'assurer de la sécurité des accès et des cheminements).
- **La gestion « transitoire »** : la GUP transitoire consiste à assurer la gestion spécifique des délaissés urbains (friches, réserves foncières, etc.), constitués par exemple dans le cadre de projets d'aménagement.

Elle vise à :

- Assurer une bonne gestion, voire une valorisation des espaces vacants, non-affectés, inoccupés avant que ne leur soit donnée une nouvelle vocation urbaine ;
- Éviter le sentiment de délaissement urbain et d'abandon, limiter les ruptures urbaines.

La charte de Gestion urbaine et sociale de proximité (annexe 1) s'appliquera sur la période du projet de renouvellement urbain quartier « Quai du Commerce - Saint Sépulcre » à Saint-Omer (2020 -2027).

La charte de Gestion urbaine et sociale de proximité :

- constituera un complément de la convention opérationnelle du projet de renouvellement urbain la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO)
- inscrira son intervention dans le respect de la délibération prise par le Conseil d'administration du 16 décembre 2022 relative au renouvellement des conventions-avenants d'utilisation de l'abattement TFPB pour l'année 2023 et à l'avenant à la Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville signé le 23 décembre 2022.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent Pas-de-Calais habitat à être un partenaire de la charte de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO),
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la charte de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO), dans le respect du programme d'actions de l'abattement TFPB pour l'année 2023 et à la signer.

Décision adoptée à l'unanimité



# PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN QUAI DU COMMERCE/SAINT-SEPULCRE

## CONVENTION DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE



## LES SIGNATAIRES DE LA CONVENTION

Il est convenu entre :

**L'Etat, représenté par**

**Et**

**La Ville de Saint-Omer**, ayant son siège à Saint-Omer, 16 rue Saint-Sépulcre, représentée par son Maire, Monsieur François DECOSTER, habilité aux fins des présentes par la délibération n° ... du conseil municipal en date du 16 décembre 2023 ;

**Et**

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer**, ayant son siège à Longuenesse, 2 rue Albert Camus, représentée par son Maire, Monsieur Joël DUQUENOY, habilité aux fins des présentes par la délibération n° ... du conseil communautaire en date du ... décembre 2023 ;

**Et**

**Flandre Opale Habitat**, dont le siège social est sis 51 rue Poincaré – 59140 DUNKERQUE, représenté par ...

**Et**

**Pas-de-Calais habitat**, Office Public de l'Habitat, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial ayant son siège social à Arras (62000), 4 Avenue des Droits de l'Homme, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS et identifié sous le numéro SIREN 344 077 672, représenté par ....."

Ce qui suit :

## Table des matières

<b>LES SIGNATAIRES DE LA CONVENTION .....</b>	<b>2</b>
Table des matières.....	3
I. OBJET DE LA CONVENTION.....	4
II. PERIMETRE D'INTERVENTION .....	4
III. DIAGNOSTIC .....	5
IV. IMPACT DU PRU SUR LE PROJET DE GESTION .....	8
V. ENJEUX ET PLAN D'ACTION .....	8
VI. DUREE DE LA CONVENTION .....	8
VII. SUIVI TECHNIQUE ET EVALUATION.....	8
VIII. ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES.....	9
IX. RESILIATION.....	9

## I. OBJET DE LA CONVENTION

Conformément au règlement général de l'ANRU, le Projet de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier « Quai du Commerce – Saint-Sépulcre », à Saint-Omer, a vocation à être accompagné par une démarche partenariale de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GSUP).

La gestion urbaine et sociale de proximité se définit comme l'ensemble des actes qui contribuent au bon fonctionnement d'un quartier et à une amélioration permanente des services rendus aux habitants (note de cadrage DIV 1999).

Elle permet de mettre en place un mode de gestion adapté au territoire pour lequel le logement et le cadre de vie doivent être les premiers éléments d'intervention car ils influent directement sur la qualité de vie des habitants.

Elle mobilise l'ensemble des partenaires de la gestion d'un territoire (bailleurs sociaux services techniques, acteurs de prévention, associations de quartier...). L'enjeu majeur de la GSUP est d'assurer la pérennité des investissements, pour un développement durable des quartiers et une meilleure qualité de vie.

Cette convention de gestion urbaine de proximité est complémentaire à d'autres dispositifs déjà en place sur le périmètre du quartier prioritaire « Quai du commerce/ Saint-sépulcre » (QPV) et s'articule avec leurs objectifs :

- Le contrat de ville en vigueur depuis 2015 au sein desquels sont soulignés des enjeux en matière de cohésion sociale, d'emploi et de développement économique, de cadre de vie ;
- La convention pluriannuelle relative au projet de renouvellement urbain ;
- Les différentes conventions d'utilisation de l'abattement de 30% de la taxe foncière sur les propriétés bâties en cours. Elle sera donc articulée avec les engagements pris par les bailleurs sociaux au travers des conventions d'abattement de la TFPB et a vocation à élargir le cadre partenarial au regard de la multitude des compétences nécessaires à la prise en compte des enjeux.

Par ailleurs, elle fait appel à de nombreux outils existants mis en place par la Ville de Saint-Omer dans le cadre de ses actions de proximité et de participation citoyenne (plateforme de proximité, café du maire, balade urbaine, accueil des nouveaux arrivants etc.) et de ses compétences (permis de végétaliser, brigade propreté, plan de mobilités actives, etc.).

Elle intègre par ailleurs les actions mémorielles à mener en lien avec les partenaires et habitants.

## II. PERIMETRE D'INTERVENTION

Considérant que le périmètre opérationnel du PRU se concentre sur une partie du quartier prioritaire "Quai du Commerce/Saint-Sépulcre" (périmètre jaune), et conformément aux enjeux de la GSUP, la présente convention a pour périmètre d'intervention le secteur nord du QPV délimité par les voies suivantes :

- Le quai du commerce au Nord-Ouest
- La rue Pierre Butay au Sud-Est

Les actions de la présente convention s'appliqueront donc prioritairement sur ce secteur.





### III. DIAGNOSTIC

Cette convention a été rédigée en mobilisant différents éléments de diagnostic :

- Les concertations menées au travers du protocole de préfiguration du PRU ;
- Les conclusions de l'enquête « cadre de vie » menée par le service politique de la ville dans les quartiers en 2017 (108 habitants interrogés sur le secteur, notamment avec l'appui du conseil citoyen) ;
- Les diagnostics existants au travers des conventions d'utilisation de l'abattement TFPB ;
- Les deux diagnostics en marchant organisés en juin 2022.

Ces différents éléments permettent d'apprécier les enjeux sur les différentes composantes de la GSUP.

#### 1. Statistiques du quartier prioritaire

Le quartier est classifié dans l'atlas des QPV comme un quartier de centre ancien. 905 logements le composent. 57% sont des logements locatifs sociaux (519 logements, ce qui représente 34% du parc de la commune).

5 bailleurs sociaux sont présents sur le quartier :

- Cottage social des Flandres : 35 logements
- Habitats Hauts de France : 171 logements
- SIA habitat : 71 logements
- Pas de Calais habitat : 91 logements
- Flandres Opale Habitat : 151 logements

Le taux de logements vacants sur le quartier est de 13.2% (RP2017) soit légèrement en dessous de la vacance enregistrée à l'échelle de la commune (14.3%) mais nettement supérieur au taux de l'agglomération (7.4%). 51% des ménages réside dans le quartier depuis moins de 4 ans. Dans le parc locatif social le taux de rotation annuel est de 14.7% (RPLS 2019).

1694 habitants résident dans le quartier, soit 11.5% de la population communale.

La part des femmes y est nettement plus importante (57.5% - RP2017). Les ménages d'une personne représentent 51.2% des ménages. Ce chiffre est toutefois en baisse en comparaison des données de 2010 (-4

points). Ces données peuvent être mise en relation avec la proportion de petits logements sur ce quartier. Les T1 et T2 représentent 34.5% des logements. 34% des LLS du quartier a moins de 3 pièces.

Le quartier a la particularité d'être composé pour moitié de logements locatifs sociaux et pour l'autre de parc privé engendrant des problématiques diverses en matière des GSUP.

## **2. Un quartier qui bénéficie de plusieurs périmètres d'intervention**

Le quartier Quai du Commerce / Saint-Sépulcre est concerné par plusieurs périmètres d'intervention et dispositifs qui impacteront le quartier :

- Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) et Opération de Restauration Immobilière (ORI) : il s'agit de deux dispositifs, l'un incitatif, l'autre coercitif, visant à la réhabilitation, à l'amélioration des performances énergétiques ou encore à l'adaptabilité des logements ;
- Le périmètre « Opération de Revitalisation du Territoire » (ORT) qui vise une requalification d'ensemble du centre-ville dont elle facilite la rénovation du parc de logements, de locaux commerciaux et artisanaux, et plus globalement le tissu urbain, pour créer un cadre de vie attractif propice au développement à long terme du territoire ;
- Le Site Patrimonial Remarquable du centre historique de la Ville de Saint-Omer (SPR) qui s'accompagne d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) qui prévoit notamment des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur les espaces publics et la conservation des éléments protégés ;
- Le Fonds Friche mis en place par l'Etat dont une partie du PRU bénéficie (ilot SEGA).



## **3. L'analyse du quartier par les habitants : croisement de l'enquête et des diagnostics en marchant**

L'enquête menée en 2017 avait permis d'identifier quelques tendances et mis en exergue les principales problématiques du quartier et axes d'amélioration. Etaient notamment ressortis des enjeux en matière de propreté des espaces, de végétalisation du quartier, et de renforcement du lien social.

Certains de ces axes ont fait l'objet d'interventions ayant permis de nuancer le diagnostic. Les éléments repris dans le tableau suivant sont issus des deux groupes de travail et diagnostic en marchant réalisés en 2022.

De manière générale il est important de souligner les dynamiques enclenchées sur le quartier, les atouts de ce secteur en proximité du centre-ville et bénéficiant de voies d'eau jugées qualitatives ainsi que la volonté des habitants d'être associés au renouveau de leur quartier.

Thème	Les points positifs	Les points à améliorer
La composition des espaces publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présence plus ou moins marquée des espaces verts (++) sur les quais</li> <li>Embellissement constaté du quartier (jardins/cool town...)</li> <li>Une appropriation des espaces publics par les habitants et le centre social</li> <li>Présence de l'eau</li> </ul>	<p>Trottoir étroit quai du commerce – bruit important</p> <p>Espace de jeux fermés par des grilles</p> <p>Signalétique de la maison de quartier à renforcer</p> <p>Végétalisation peu présente vers la résidence d'Albret/ Rue Pierre Butay)</p>
La propreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Points d'apport volontaire bien situés mais problématique de civisme</li> <li>Compostage renforcé sur le secteur mais vigilance à avoir sur la qualité du compost</li> <li>Quartier propre</li> <li>Quelques tags mais phénomène qui s'améliore</li> </ul>	<p>Dépôts sauvage rue de Gravelines</p> <p>Collecte des encombrants 1*/an</p> <p>Manque d'entretien des espaces verts près du SIAO (propriété bailleurs)</p>
La sécurité (sécurité routière, les secteurs sensibles, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Installation de caméras quai des salines</li> <li>Mise en place de vidéo protection dans les résidences LLS</li> <li>Plus de 100 caméras sur la ville</li> <li>Prise en compte des nuisances par les services de police au travers des Groupes de Partenariats Opérationnels</li> <li>Impact positif de la démolition de la résidence Bon Mariage</li> <li>Eclairage public</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Trottoir étroit quai du commerce</li> <li>Quelques points dans le quartier encore problématiques (Pélicorme et rue de Cassel)</li> <li>Circulation rue du Pélicorme impactée par le retrait ponctuel des barrières quai des salines</li> </ul>
La mobilité (mobilité et liaisons douces, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique volontariste de la Mairie pour soutenir les mobilités douces</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Trafic important quai du commerce</li> <li>Signalétique à revoir rue de Gravelines</li> <li>Une voirie dans un état très dégradés quai des salines</li> <li>Des revêtements évitant les ruissellements rendant la circulation des PMR et des poussettes complexe</li> </ul>
L'information des habitants sur le PRU (calendrier travaux, projets en cours...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Page Facebook de la ville et contact de proximité via le service proximité</li> <li>Des outils de communication entre habitants</li> <li>Le conseil citoyen veut faire remonter les besoins des habitants mais n'a pas toujours de retour</li> </ul>	<p>Pas suffisamment d'information sur le PRU (attente réunion)</p> <p>Manque d'information sur la durée entraînant des incompréhensions sur les points de blocage</p> <p>Des « on dit que » par manque d'identification des canaux « sécurisés » d'information</p> <p>Des invitations nominatives générant parfois des conflits</p>
La participation des habitants dans le quartier ? (remontée d'informations/ participation à l'amélioration du cadre de vie...)	<p>Des outils permettant de rendre les habitants acteurs de leur quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Permis de végétaliser</li> <li>Conseil de quartier par la ville avec un budget de fonctionnement (2000€) et un budget investissement (5000€)</li> <li>Conseil citoyen actif avec 2500€ de budget de fonctionnement – des réunions deux fois par mois pour déterminer les actions</li> </ul>	<p>Une articulation complexe des différentes instances</p> <p>Des habitants très investis qui déplorent le manque d'intérêt des autres habitants – le bailleur indique une participation des locataires difficile sur la résidence îlot 3</p> <p>Des conflits de voisinage qui nuisent au climat du quartier et à la participation : perte d'envie ...</p>
Le lien social dans le quartier? Le climat du quartier?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Café papote sur la place de l'école Montaigne</li> <li>Maison de quartier = centre névralgique</li> <li>Gestion par les habitants du jardin partagé</li> <li>Présence de bancs dans le bas de la rue de dunkerque</li> <li>Mise en place de guinguettes allée des marronniers</li> <li>Apport de la passerelle qui renforce les accès</li> <li>Des visiteurs bienveillants pour lutter contre l'isolement ( via le CCAS)</li> </ul>	<p>Manque d'espace pour les enfants et les jeunes</p> <p>Pas de mise en valeur du canal alors que potentiel très important</p> <p>Quartier bruyant</p> <p>Parc de logements très différents (privé/public) – sentiment d'appartenance faible</p>
La collecte de la mémoire du quartier et du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Habitants qui se sont investis sur la mémoire du quartier par le passé</li> <li>Des habitants « photographes »</li> <li>Des acteurs mobilisables : Pays d'art et d'histoire</li> </ul>	<p>Manque de temps</p> <p>Pas d'outil pour conserver la mémoire</p>



## IV. IMPACT DU PRU SUR LE PROJET DE GESTION

La vocation du PRU se décline en trois axes qui sont imbriqués dans l'objectif de redonner de l'attractivité au quartier. A l'horizon 10-15 ans, le quartier devra :

- Mieux être articulé avec le centre-ville, le pôle gare et avec les secteurs de reconquête urbaine adjacent (Halle aux Choux, Filature, Cavalerie) en travaillant sur les perméabilités et les modes doux ;
- Proposer des logements de qualité, répondant aux besoins des populations et respectant une mixité sociale et de peuplement, par la recherche de statuts différents, de produits nouveaux répondant aux normes énergétiques en vigueur ou/et des produits anciens réhabilités avec des performances énergétiques améliorées et des fonctionnalités optimisées ;
- Offrir des activités économiques valorisantes et créatrice d'emploi, en favorisant l'économie locale et en développant l'économie sociale et solidaire.

Ces objectifs se traduisent dans la convention pluriannuelle par diverses opérations d'aménagement sur les 3 îlots d'intervention (Ferrenerie, SEGA et Péllicorne). Le traitement des voiries est également un axe important du PRU (requalification des quais).

## V. ENJEUX ET PLAN D'ACTION

Le plan d'action de la GSUP est annexé à la convention. Il se structure autour des principaux enjeux repérés à l'issue du diagnostic à savoir :

- **AXE 1** : Conforter les démarches de nature en ville et de végétalisation
- **AXE 2** : Renforcer la propreté du quartier
- **AXE 3** : Poursuivre le développement des modes de déplacements doux et accompagner les habitants vers les mobilités actives
- **AXE 4** : Accompagner les changements sur le quartier et permettre leur appropriation par les habitants
- **AXE 5** : Renforcer le lien social et la participation des habitants
- **AXE 6** : Poursuivre les actions en matière de sécurité dans le quartier
- **AXE 7** : Limiter les nuisances
- **AXE 8** : Assurer une veille technique sur le quartier et identifier les rôles et responsabilités de chacun

## VI. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et sur la durée du Projet de Renouvellement Urbain.

## VII. SUIVI TECHNIQUE ET EVALUATION

La convention de GSUP fera l'objet d'un suivi dans le cadre de la gouvernance établie dans le Projet de Renouvellement Urbain.

Elle s'appuiera concernant le volet décisionnel sur les revues de projets.

Elle fera également l'objet d'un suivi dans les réunions techniques PRU.

Le suivi opérationnel de la convention sera quant à lui piloté par la Ville de Saint-Omer au regard des champs de compétences de la GSUP et de son inscription exclusivement sur un quartier de la commune de Saint-Omer, à un rythme semestriel.

A cet effet la ville de Saint-Omer associera aux travaux les différents partenaires concernés (bailleurs sociaux, services de police, Etat, conseil citoyen, centre social et culturel de Saint-Omer, les habitants). L'agglomération est associée en sa qualité de pilote du projet ANRU et mobilisera les services communautaires concernés.

Ce suivi doit permettre de :

- Décliner en actions opérationnelles les enjeux d'amélioration figurant dans la convention cadre ;
- Mettre en œuvre, suivre et évaluer le plan d'action GSUP en lien avec les habitants et les personnels de proximité ;
- Prendre en continu le pouls des quartiers pour remédier aux dysfonctionnements observés ou pour alerter les instances compétentes ;
- Organiser la circulation de l'information entre professionnels ;
- Mettre en œuvre des circuits courts de résolution des problèmes au quotidien entre acteurs de terrain et ainsi renforcer l'efficacité, la réactivité et la lisibilité de la réponse publique ;
- Contribuer à l'élaboration d'actions cohérentes en direction des habitants sur les sujets de la vie quotidienne.

Ces préconisations ne sont pas exhaustives et pourront être amendées et affinées tout au long de la mise en place de la convention de GSUP.

## VIII. ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Les signataires s'engagent à mobiliser leurs différentes compétences/dispositifs au service de la Gestion Urbaine du secteur et de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés.

Ils identifient un interlocuteur en charge du suivi du dossier.

## IX. RESILIATION

La convention pourra prendre fin à tout moment à l'initiative de l'une des parties, moyennant un préavis d'un mois notifié par lettre recommandée avec accusé réception sans que le congé ait besoin être motivé. Néanmoins, le congé ne doit pas porter atteinte à la continuité du projet de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité.

## X. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

## XI. LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

## XII. RGPD-DONNEES PERSONNELLES

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

Le

A

PROJET

ANNEXE 1 : Plan d'Actions

Enjeux	Actions	Pilote	Etat d'avancement	Indicateurs d'évaluation
Conforter les démarches de nature en ville et de végétalisation	Poursuivre le déploiement du permis de végétaliser dans le QPV	Ville		Nombre de m2 alloués
	Développer en lien avec les bailleurs sociaux les initiatives de culture en ville (carré potager...)	Bailleurs sociaux		Nombre de carrés potagers installés et implantation
	Fédérer les habitants autour des enjeux de nature en ville et mobiliser les acteurs de l'environnement à leur côtés	Ville / CAPSO		1 rencontre annuelle
	Accompagner les habitants dans la gestion du jardin partagé	Ville		Elaboration d'une charte
	Végétaliser certains espaces (Albret, aire de jeux quai des salines)	Ville/CAPSO		PRU requalification des quais et études menées
Renforcer la propreté du quartier	Accompagner les habitants sur le tri et modalités de collecte des déchets (apports volontaires + encombrants)	CAPSO / Bailleurs		Nombres d'intervention des ambassadeurs
	Identifier et solutionner les problématiques de dépôts sauvages	Ville		Evolution nombres dépôts sauvages
Accompagner le développement des modes doux par les habitants	Communiquer auprès des habitants sur les différentes alternatives à la voiture (village mobilité)	Ville/bailleur/CAPSO		Nombre d'actions réalisées et acteurs présents
	Accompagner les habitants dans l'appropriation des nouveaux espaces cyclables générés par le PRU	Ville/CAPSO		Nombre d'actions de découverte réalisées
	Encourager la pratique du vélo par une politique volontariste d'aide à l'acquisition	Ville		Nombre de dossier subventionnés par la ville
	Poursuivre le déploiement des espaces type « garage vélo » dans le parc social	Bailleurs		Evolution du nombre d'arceaux dans le QPV et typologie de l'offre
Accompagner les changements sur le quartier et permettre leur appropriation par les habitants	Associer le conseil citoyen à des moments clefs pour suivre les évolutions du projet	CAPSO/Ville		Fréquence des rencontres – nombres d'habitants présents
	Être « transparent » sur le calendrier, les aléas du projet et décalages de chantier induits	CAPSO en lien avec les MO		
	Communiquer aux habitants sur les perspectives de logements futurs dans le quartier	CAPSO		
	Accompagner les référents dans leur rôle de représentants et communicant dans le quartier / Clarifier les messages transmis en précisant ce qui à ce stade est communicable ou non	CAPSO/Ville		
Renforcer le lien social et la participation des habitants	Analyser avec les habitants les lieux de convivialité existants et en devenir et les perspectives d'amélioration	Ville		Etudes menées

ANNEXE 1 : Plan d'Actions

	(installation banc sur secteur non couvert...)			
	Poursuivre les actions hors les murs et les initiatives d'allers vers	Centre social		Fréquence et typologie de public rencontré
	Renforcer la signalétique de la maison de quartier Mathurin	Ville		Dispositifs installés
	Poursuivre l'accompagnement du conseil de quartier et du conseil citoyen dans la déclinaison d'actions.	Ville		Nombre et typologie de projets proposés, accompagnés
	Communiquer auprès des nouveaux habitants en s'appuyant sur les bailleurs et leur(s) équipe(s) de proximité	Ville		En lien avec l'accueil des nouveaux arrivants effectué régulièrement par la Ville
	Création d'espaces pour les jeunes	Ville/CAPSO		Etudes menées Typologie d'espaces et modalités d'appropriation
	Investir l'allée des marronniers et le canal comme lieu d'animation	Ville		Nombre d'actions/événements mis en œuvre
	Mettre en place les conditions d'une collecte de la mémoire et la valoriser (ex : créer des totems sur le domaine public)	Ville/CAPSO/PAH		Nombres d'actions et partenaires mobilisés – nombre d'habitants impliqués
Poursuivre les actions en matière de sécurité dans le quartier	Poursuivre la veille et le traitement des problématiques dans le quartier	Etat (GPO) Ville (Cellule de veille)		Suivi des chiffres de la délinquance
	Poursuivre le déploiement de la vidéo protection sur les zones non couvertes – ou autres moyens de protection	Ville/Bailleurs		Nombre de réquisition sur les caméras du secteur
	Réviser la signalétique en matière de circulation sur le quartier Amélioration de la signalétique rue de Gravelines	Ville		Dispositifs installés
Limiter les nuisances	Anticiper les problématiques inhérentes au chantier et promouvoir les chantiers à faible nuisances (limitation du bruit, des salissures...)	CAPSO en lien avec les MO		Intégration de recommandations dans les marchés publics
	Prendre en considération les enjeux de limitation des nuisances sonores dans les aménagements réalisés	CAPSO en lien avec les MO		Intégration de recommandations dans les marchés publics
Assurer une veille technique sur le quartier et identifier les rôles et responsabilités de chacun	Identifier des référents (conseil citoyen, ville, agglomération) pour mieux communiquer	Ville/CAPSO		Communication sur les personnes/services en charge